

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : Le revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 312
LE NUMERO : 2 F 50
15 FB - 1 FS
1^{er} au 15 mai 1980

Comment riposter efficacement à l'offensive anti-immigrés

La pression que la bourgeoisie exerce sur la classe ouvrière devient chaque jour plus pénible avec la crise : un million et demi de chômeurs officiels, baisse désormais officiellement reconnue du pouvoir d'achat, cadences infernales, flicage accru dans les usines, les cités, les transports. Et cette pression est encore plus insup-

portable pour la partie immigrée de la classe ouvrière. Le contrôle de l'immigration est aujourd'hui renforcé par les mesures Barre-Bonnet-d'Ornano, etc. Il recouvre la réalité de l'état d'exception légal qui rabaisse les ouvriers immigrés dans une infériorité sociale absolue.

Cette situation rend pratiquement impossible pour ces travailleurs de se trouver en « situation régulière » et les livre sans défense au vampirisme d'un patronat qui en profite pour les exploiter férocement, comme la grève des travailleurs turcs sans papiers vient une nouvelle fois de le rappeler. Quant aux travailleurs qui ont réussi, même collectivement, à « régulariser » leur situation, ils voient peser sur eux la menace du non-renouvellement, comme c'est actuellement le cas pour les Algériens dont les papiers viennent à échéance en octobre, mais aussi pour de nombreuses autres nationalités.

L'insécurité grandit donc ici, tandis que les fonds envoyés aux familles restées au pays se réduisent et que la misère encore accentuée par la faillite économique locale pousse à la révolte, comme c'est le cas en ce moment même en Kabylie. Il n'y a pas d'autre solution, pour cette partie de notre classe, que

la lutte ici ou la lutte au pays, bref la lutte dans tous les cas, la lutte contre le front international des bourgeoisies, cimenté autour des impérialismes les plus coriaces qui sont les garants de l'ordre capitaliste, comme l'intervention française en Tunisie vient de le montrer encore une fois.

On comprend dans ces conditions pourquoi la bourgeoisie cherche par tous les moyens à diviser la classe. Elle cherche à creuser encore le fossé créé par la colonisation entre ouvriers français et immigrés. Elle cherche à empêcher que la combativité de ceux qui sont déjà en mouvement ne se communique, comme les exemples de Longwy ou de Denain le font présager, au prolétariat français lui-même, particulièrement à travers les jeunes générations, beaucoup plus disponibles.

On comprend pourquoi elle renforce sa législation d'exception qui est à la base du racisme, favorise les crimes et

les ratonnades, et cherche à désigner le travailleur étranger comme l'ennemi du travailleur français, le responsable du chômage et de la misère. Et ce ne sont pas les partis de gauche et les appareils syndicaux qui combattront cette division, alors qu'ils feignent de combattre ces lois — mais au parlement — tout en sabotant les luttes sur le terrain et en revendiquant la limitation du nombre des étrangers dans le pays, dans les municipalités et dans les écoles !

Aujourd'hui, les étudiants étrangers sont à leur tour soumis à des persécutions policières et expulsés vers les prisons de leurs pays d'origine : le risque existe en effet qu'une partie d'entre eux ne se livrent à une agitation qui dénonce trop ouvertement l'oppression impérialiste et les interventions françaises au Moyen-Orient comme en Afrique.

La bourgeoisie va même jusqu'à diviser entre elles au maximum les différentes

(suite page 2)

Derrière les "manifestations berbères" en Algérie, la classe ouvrière !

A la suite de l'interdiction d'une conférence sur « la poésie berbère ancienne » par les autorités algériennes le 10 mars dernier, ont eu lieu des manifestations un peu partout en Kabylie (Tizi-Ouzou, Larbaâ Nait-irathen, Azazga, Aïn El-Hamam, etc.) et à Alger.

Les mots d'ordre scandés lors de ces manifestations renvoient certes au problème de la discrimination culturelle et linguistique qui frappe la langue berbère, mais surtout à la condition sociale et politique des masses travailleuses. C'est ainsi que les cris : « Halte à la répression culturelle » sont suivis d'autres disant par exemple : « Nous en avons assez de l'injustice ». Les lycéens d'Azazga, eux, lançaient face aux gendarmes qui les encerclaient : « Assez de cette vie de misère et de soumission ».

Cela n'est pas étonnant quand on sait que la Kabylie est l'une des régions en Algérie les plus marquées par la colonisation française.

Le facteur des conditions naturelles très dures dans cette région montagneuse se conjuguant avec l'incapacité de la bourgeoisie algérienne à faire la moindre réforme agraire sérieuse, il est naturel que l'indépendance n'ait rien pu apporter sur le plan social. On assiste depuis à une aggravation évidente de la paupérisation des larges masses paysannes pauvres qui se trouvent ainsi éjectées des campagnes. L'exode rural qui en découle est considérable. En effet, dans la wilaya de Tizi-Ouzou plus d'un actif potentiel sur trois est en France et un sur quatre au chômage. Rappelons qu'avec la région de Sétif et Constantine, la wilaya de Tizi-Ouzou fournit 60 % des émigrés algériens.

(Suite page 3.)

Bas les pattes en Iran !

L'Iran est décidément une terre de malheur pour le prestige des armées modernes. Hier, c'est une des armées les plus modernes du monde qui a fondu comme beurre au soleil. Aujourd'hui, c'est une expédition militaire de l'armée la plus puissante du monde qui sombre dans le ridicule. Nous n'y verrons pas pour notre part le châtimement d'Allah, mais la preuve que l'adversaire n'est pas tout puissant, ce qui n'est pas une mince chose, par ces temps de difficile remise en mouvement du prolétariat.

Quoi qu'il en soit, ces expéditions punitives, ces actes de flibusterie internationale se multiplient ; on manie fort le bâton, soi-disant pour préserver les sources de matières premières. Rappelons-nous qu'un des résultats du voyage de Giscard dans le Golfe a été de passer des accords d'intervention militaire pour protéger l'exploitation du pétrole et soutenir la stabilité des Etats en place.

N'oublions pas non plus qu'après bien des attermolements, les impérialismes européens ont aussi brandi l'arme des sanctions économiques contre l'Iran. Le prolétariat ne peut que combattre sans compromis la piraterie impérialiste et, dans chaque pays, il doit affronter d'abord celle de la propre bourgeoisie.

Mais s'il éprouve une grande satisfaction à voir aujourd'hui les intérêts de sa bourgeoisie piétinés par les jeunes bourgeoisies des pays qu'elle a foulées aux pieds pendant un bon siècle de colonialisme direct ou semi-direct, ce n'est pas à ces bourgeoisies au progressisme désormais épuisé que va sa solidarité. Le prolétariat réserve sa solidarité à ses frères de classe qu'elles oppriment. En effet, ces bourgeoisies ne lèvent plus le drapeau de l'anti-impérialisme que pour de sor-

(Suite page 2.)

Leçons des luttes ouvrières récentes

« Le pays plus évolué sur le plan industriel ne fait que présenter au moins évolué l'image de son propre avenir », écrivait Marx dans la préface à la première édition du *Capital*, en 1867. Du point de vue des développements de la lutte de classe et du bilan de ses plus fécondes expériences, c'est pourtant souvent l'inverse qui arrive, c'est le pays moins avancé qui présente au plus avancé l'image de son propre avenir.

C'était vrai il y a 63 ans pour la Russie encore tsariste ;

Dans bon nombre de ces pays, le prolétariat, très jeune mais déjà important numériquement rappelle davantage, par ses conditions de vie et les formes de sa lutte, son frère de classe des temps de la première révolution industrielle que le prolétariat moderne d'Europe et d'Amérique. Il a subi, dans un premier temps, un violent et rapide processus d'industrialisation ; il a subi ensuite les déséquilibres dramatiques causés par l'insertion de ces pays dans le marché mondial, avec toutes ses répercussions en temps de boom et, à plus forte raison, en temps de crise. Il a subi le brusque et profond bouleversement des modes de vie traditionnels qui en a découlé et ne cesse d'en découler. Tout cela l'a poussé dans l'arène des conflits sociaux « nu et dépouillé » comme l'est par définition le prolétariat, lui qui, selon l'image de Marx, n'a qu'une seule chose à attendre, quand il a porté sur le marché le seul bien qu'il possède, sa propre peau : qu'on la lui tanne.

Aucune « réforme », aucune « prévention », aucune « garantie », en somme aucune dorure sur ses chaînes d'acier ne masque ou n'atténue la violence de l'impact des nouvelles conditions de vie et de travail dans les « bagnes » de la grande industrie ou, aux abords et aux portes même de l'usine, obstinément fermées aux nouveaux venus, dans les pénitenciers des favellas brésiliennes et

des bidonvilles arabes ou turcs. Ici, pas la moindre illusion à perdre, pas d'espérance à répudier : elles n'ont même pas eu le temps de naître dans un monde où aucun voile pieux ne recouvre la cruelle réalité des antagonismes de classe et où aucun baume ne vient adoucir les coups de l'exploitation quotidienne. Et, dans ces pays que la rhétorique et la pseudo-science bourgeoises appellent « pays en voie de développement » non seulement le fossé avec les pays « développés » se creuse continuellement, au lieu de se combler, mais la misère augmente dans l'absolu, les fléaux modernes de la faim et des épidémies éclipsent largement les fléaux anciens, la torture du travail sous le fouet de l'accumulation accélérée du capital se multiplie par cent.

C'est pourquoi, ici, les luttes prennent la forme d'explosions violentes et inattendues ; c'est pourquoi les limites entre grève et révolte sont rapidement dépassées, et le théâtre de l'affrontement entre capital et travail se trouve aussi bien dans la rue que dans l'usine. C'est pourquoi, quand les ouvriers se croisent les bras et suspendent le travail de la chaîne, on voit se mettre en mouvement des quartiers entiers et, pour finir, les cités improvisées autour d'entreprises sorties du néant comme des fantômes d'horreur. C'est peu de dire que c'est un

c'est vrai aujourd'hui pour les pays qui ont accompli depuis peu leur révolution bourgeoise sur la vague des luttes d'émancipation nationale contre l'impérialisme et le colonialisme, ou pour ceux qui, l'ayant déjà accomplie depuis un certain temps, en ont vu les développements freinés par le concours de multiples facteurs de retard, internes et externes ; pays qui embrassent dans leur ensemble un pourcentage énorme de la population de la planète (pour ne pas parler de superficies).

clan de solidarité vers les forçats des chaînes de montage : c'est une identification totale et immédiate avec leur cause. C'est pourquoi l'incendie de la guerre de classe investit et dévore trésoreries et perceptions, commissariats de police et préfectures, mairies et bâtiments officiels, sièges de parti et sièges de faux syndicats ouvriers.

Enfermés dans l'horizon de la « civilisation moderne » dans ses expressions les plus sophistiquées — un horizon apparemment large, mais en réalité misérablement borné par l'action capillaire des mass médias bourgeois, qu'elles parlent de ces épisodes ou fassent silence sur eux — nous, prolétaires de l'Occident « avancé », nous avons du mal à reconnaître dans ces éruptions — et pourtant, il est grand temps de le faire, le signe que les antagonismes de classes sont inconciliables, qu'ils sont inséparables de l'existence du mode de production capitaliste, que, donc, leur explosion se produit inévitablement sous la poussée des déterminations matérielles plus fortes que tous les obstacles subjectifs. Nous devons aussi y reconnaître l'image de la condition à laquelle ne peut échapper, tôt ou tard, l'ensemble de la classe ouvrière des pays « avancés », quand auront fini de s'écraser toutes les « assurances » et les « garan-

(Suite page 2.)

Bas les pattes en Iran !

(suite de la page 1)

dides intérêts mercantiles ou pour maintenir l' « unité nationale » entre exploités et exploités.

Au moment même où Bani Sadr et Khomeiny invoquent la lutte contre l'impérialisme américain, on réprime les grèves ouvrières, on « purifie » les universités des militants de gauche à coups de couteau et au feu des mitraillettes des intégristes islamiques, on intensifie le « nettoyage » du Kurdistan rebelle et opprimé dans le plus pur style du régime Pahlévi.

Pour les masses opprimées et avant tout pour les prolétaires d'Iran et de tous les pays de jeune capitalisme, il ne peut y avoir qu'un seul anti-impérialisme : celui qui les unit aux masses des prolétaires des centres impérialistes eux-mêmes, celui qui a pour but d'éliminer l'impérialisme par la destruction du capitalisme et par le renversement de tous les Etats bourgeois dont les plus coriaces sont les grandes métropoles impérialistes.

Réunion de lecteurs à BRUXELLES

Le samedi 17 mai, à 18 h 30, Café de la Régence, place Ferdinand-Cocq

L'Iran

★

Réunion publique à Nantes

Le samedi 10 mai, à 20 h 30, au Centre social et culturel des Bourderies, rue Saint-Brévin.

AFGHANISTAN

Contre tous les camps impérialistes
Pour la révolution communiste mondiale

Comment combattre l'offensive anti-immigrés

(suite de la page 1)

nationalités immigrées, par la multiplicité des statuts des conditions d'immigration, des « droits » différents, etc., en plein accord avec les bourgeoisies des pays d'origine et avec la complicité totale des partis de gauche et des bureaucraties syndicales.

L'attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre toute la classe ouvrière ! C'est toute la classe ouvrière qui doit riposter. Il y va de sa capacité de résistance à l'attaque d'ensemble que la bourgeoisie mène contre ses conditions de vie et de travail.

Il est du devoir des ouvriers français de considérer comme leur lutte la lutte contre les lois anti-immigrés de même que la révolte de leurs frères de classe de Tunis, d'Izmir ou de Tizi-Ouzou. Il est de l'intérêt de classe des ouvriers immigrés d'opposer un front international de toutes les nationalités à l'offensive capitaliste et de combattre toutes les forces qui refusent ou entravent la lutte commune de toutes les nationalités, sous quelque prétexte que ce soit.

★

Ces dernières années, les luttes de l'immigration ont été dominées par la tenace et courageuse lutte des foyers. Cette lutte, dont nous nous efforçons par ailleurs de tirer les leçons essentielles, a réussi à souder les rangs des ouvriers de nombreuses nationalités, mais elle s'est heurtée en particulier au mur de l'isolement dressé par les partis de gauche et les appareils syndicaux, comme ils le font d'ailleurs pour toutes les luttes. Et cette situation a été favorisée par l'attitude des courants de la prétendue « extrême gauche » française aussi bien que des courants de l'extrême gauche et du national-démocratie dans l'immigration, bref de toutes ces forces qui se disent révolutionnaires, mais qui n'ont cessé de prêcher l'unité avec les bureaucraties syndicales qu'elles présentent comme condition du succès de la lutte.

Aujourd'hui que la lutte des foyers est désorganisée sous les coups de l'adversaire, les hyènes du « nous vous l'avions

bien dit » se ruent et s'acharnent sur ces restes pour proposer les mêmes méthodes, celles qui ont déjà failli. Ces courants particulièrement actifs dans les organisations locales de la CFDT comme dans les organisations soi-disant « autonomes » de l'immigration comme la MTT, se sont dépêchés de mettre en place, devant l'effervescence qui pointe dans la classe ouvrière et la colère qui monte, un réseau de Collectifs locaux, auxquels participe toute une ribambelle de professionnels des « droits de l'homme », hommes d'église ou de gauche, et qui se spécialisent dans les proclamations creuses et les bons sentiments, sans dédaigner les promesses mensongères sur l'efficacité de la « pression » qu'ils exerceront sur la justice, les députés, ou tout autre élément décoratif de la répression bourgeoise.

Ces courants exploitent l'urgence de la situation et l'isolement tragique des travailleurs en lutte pour proposer leurs expédients déplorables et le recours aux municipalités de gauche et aux appareils syndicaux sous le faux prétexte de tactique et d'efficacité. En réalité, ils cherchent à concilier les partisans du contrôle de l'immigration, qui prétendent hypocritement malgré cela lutter contre le racisme et les lois répressives, et les forces pour lesquelles l'égalité des droits n'a pas de sens sans la destruction de toute discrimination et donc de tout contrôle. Ils cherchent à concilier les méthodes de la lutte de classe et les appels incessants aux partis de gauche et aux appareils syndicaux ainsi qu'aux Etats d'origine. Et comme ces derniers se dérobent, ces courants appellent les travailleurs combattifs à faire des concessions pour obtenir un appui illusoire qui doit nécessairement se transformer en sabotage direct dès que la classe passe à la lutte ouverte. Bref cette « unité la plus large » qu'ils prônent ne peut signifier, parce qu'elle est unité sans principe, que paralysie de l'action de classe, maintien de la division des rangs ouvriers et défaite.

Les forces du réformisme social-impérialiste et le collaborationnisme centriste et petit-bourgeois qui s'aplatit devant lui peuvent aujourd'hui sembler immenses. Mais bien plus immense encore est le

potentiel de révolte de la classe ouvrière qui doit s'opposer à ces forces. C'est sur cette certitude qu'il faut s'appuyer pour montrer, par tous les moyens de la propagande, la méthode à suivre, celle de la lutte résolue contre le contrôle de l'immigration, celle de la lutte de classe, ouverte et directe, celle du front prolétarien international contre le front des bourgeoisies, de l'impérialisme et de ses larbins réformistes et social-impérialistes. C'est là le sens de notre campagne de parti.

La propagande ne saurait suffire cependant. Il faut encore travailler à arracher dans la lutte elle-même les prolétaires à l'influence des forces défaitistes, et à rendre efficaces les réactions de révolte et de lutte. Il faut que tous les travailleurs convaincus de cette exigence mènent ce travail dans les regroupements ouvriers naissant du besoin d'une riposte à l'offensive anti-immigrés et plus généralement, contre tous les autres aspects de l'offensive générale de la bourgeoisie. Il faut lutter de la même manière dans les Comités de soutien à la lutte de foyers qui sont encore en vie et sont disposés à mener la lutte de riposte à la législation répressive. Il faut aussi lutter pour lier entre elles toutes ces réactions de classe. Il faut encore porter le combat dans les entreprises et les cités, jusque dans les sections syndicales et les collectifs locaux contre les lois, pourvu qu'ils ne soient pas entièrement fermés et qu'ils fassent preuve d'une certaine vie, en liaison avec des réactions prolétariennes.

Bref, à côté de la propagande qui illumine le terrain, il faut faire le travail pratique qui aide les travailleurs à s'engager dans cette voie, qui en défriche l'abond, qui la déblaye en dépassant les limitations imposées par les traditions, l'isolement et la trahison passée, et en démontrant la richesse et l'efficacité contre toutes les forces adverses. Et pour cela, nous aurons toute la patience qu'il faut, celle que seule peut donner la certitude de la voie juste que nous défendons avec passion.

C'est difficile ? Soit ! Mais nous ne connaissons pas de chemin facile pour la lutte prolétarienne et l'émancipation du joug du capital.

Leçons des luttes ouvrières récentes

(suite de la page 1)

ties » artificiellement construites par la classe dominante pour sauvegarder son ordre établi et ses valeurs mercantiles ; situation où se trouve déjà plongée, dans la « marginalisation » et la révolte, une grande partie de la classe, l'armée industrielle de réserve qui ne cesse de grossir. Que nous sachions les reconnaître ou que nous tardions à les distinguer, ces signes et cette image sont destinés à s'amasser toujours plus sur le pourtour des épicentres du capitalisme, le Vieux et le Nouveau Monde : ils font irruption tout d'abord dans tout l'arc du sud et de l'est de la Méditerranée, dans un second temps dans le long couloir de l'Amérique centrale et, dans tous les cas, ils empruntent les mille canaux du marché des marchandises et des capitaux et les mille liens tissés par l'émigration ouvrière.

Ce n'est que pour brouiller les idées des prolétaires que les bourgeois divisent le monde en Premier, Second, Tiers et Quart Monde : la lutte de classe ignore cette compartimentation étanche. C'est au même moment, aux débuts d'avril, que la puissante grève des métallos de Sao Paulo et la longue grève des travailleurs des transports publics de New York ont paralysé ces gigantesques concentrations urbaines, dans deux pays de développement capitaliste totalement différents : la fin du second mouvement a été contestée par la « base » de la même façon que la conclusion — survenue quand la grève de New York venait de commencer — de l'interminable grève des sidérurgistes anglais. Pour nous, ces coïncidences, convergeant par-dessus des océans et des continents entiers, sont quelque chose de bien plus important qu'un symbole.

★

Mais il y a une autre raison qui doit nous pousser à examiner les conditions de vie et, surtout, les conditions de lutte de la classe ouvrière des pays de la « périphérie » capitaliste — en admettant que ce terme puisse rester en vigueur dans l'avenir — pour en tirer de féconds enseignements.

Cette classe ouvrière est soumise aux lois qui gouvernent dans le monde entier l'exploitation de la force de travail au service du

capital ; elle se heurte de plus à une bourgeoisie aux côtés de laquelle elle a combattu contre les vieilles classes dominantes et contre l'impérialisme dont ces dernières étaient en général les serviles alliées. Mais cette bourgeoisie, loin de s'en montrer « reconnaissante », a mille raisons économiques et politiques, matérielles et de classe, pour lui imposer, dans le travail comme dans la vie civile, une discipline autrement sévère (beaucoup plus sévère) que celle que les patrons de l'âge de la vapeur instaurent et maintiennent au temps du passage de l'artisanat à la manufacture et de celle-ci à la grande industrie capitaliste. Et, si elle ne le faisait pas, c'est l'impérialisme qui lui rappellerait la nécessité impérieuse de le faire — impérialisme d'Orient ou d'Occident — auquel cette bourgeoisie est enchaînée plutôt deux fois qu'une.

Les jeunes capitalismes d'aujourd'hui sont arrivés en retard sur la scène du marché mondial et ils sont obligés de courir plus vite que leurs collègues de classe plus anciens : c'est pourquoi ils unissent à la force brute de l'époque de fer et de sang de l'accumulation primitive, dans le traitement dévolu à la force de travail nationale et à la force de travail immigrée dont ils se servent pour intégrer la première, la brutalité organisée, le « blindage » ouvert ou démocratique propre à l'époque de fer et de sang du capitalisme impérialiste, décadent, parasitaire et enclin, dans cette mesure même, à préférer la violence déclarée aux méthodes de la persuasion plus ou moins assortie d'intimidation et, si cela ne suffit pas, de terreur ouverte.

Où bien ils se sont donné les formes politiques de la dictature bourgeoise à parti unique (et un parti qui se confond avec l'armée ou qui en est la filiation directe et déclarée), avec des syndicats soi-disant ouvriers directement liés à l'Etat ou, ce qui revient au même, au parti d'Etat. Ou bien ce sont des totalitarismes « imparfaits » parce qu'ils sont nés d'une révolution nationale et d'une guerre nationale victorieuse et qu'ils ne peuvent faire moins, pour des raisons de vie et de mort, que d'élargir à intervalles réguliers, les mailles de la militarisation collective en concédant à la classe

ouvrière des marges restreintes de liberté de mouvement, dans le cadre d'une structure rigide qui, pour pouvoir le rester, a besoin d'injections périodiques de « consensus ». La grève y est presque toujours et presque partout interdite ; le droit d'association n'y est pas reconnu ou, quand il l'est, ce n'est qu'une courte pause entre deux interdictions.

Dans de telles conditions, la lutte de classe qui est déjà explosive en elle-même pour les raisons exposées plus haut, s'affronte directement, même à un niveau humblement revendicatif, à l'Etat national bourgeois et à ses branches périphériques, et tend pour cette raison à prendre rapidement une coloration politique. D'autre part, en l'absence d'un véhicule préexistant d'organisations de classe indépendantes elle est tôt ou tard contrainte d'en créer, en général clandestins, comme au bon vieux temps de la révolution industrielle, quand l'associationnisme ouvrier était hors-la-loi et naissait dans l'ombre et selon les rites des sectes secrètes.

Il est évident que ces organismes de lutte à génération spontanée sont destinés à regrouper des minorités ouvrières d'avant-garde, qui sont donc politisées d'une manière ou d'une autre. Non seulement cela est inévitable mais c'est ce que nous escomptons ; du reste, l'histoire des origines du mouvement syndical n'a jamais connu chez les travailleurs du monde entier que des situations et des solutions de ce genre. Or, précisément, les luttes prolétariennes et les formes d'organisation qu'elles empruntent dans ces pays de capitalisme moins avancé, en se développant en dehors des grandes centrales syndicales, tendent à prendre ce double aspect politique et économique qui anticipe le parcours qu'elles devront accomplir aussi dans les pays de capitalisme plus avancé et dont nous voyons déjà les premières et fragiles expériences dans le Vieux Monde. C'est le guide sûr de l'analyse générale que le marxisme fait du cycle historique actuel qui nous a permis de prévoir ce mouvement : la démocratie blindée ne peut que faire avancer le processus d'intégration du syndicat aux mailles de l'Etat et donc réduire toujours plus les marges de manœuvre que la classe domi-

nante avait cru devoir concéder à la classe dominée, après avoir solidement affermi sa domination. Concessions dues non pas à sa bienveillance mais à sa volonté d'éviter, ou tout au moins de retarder les explosions.

C'est pour la classe travailleuse un élément de force, parce que cela rend plus difficile d'enfermer ses luttes dans un corset étroitement trade-unioniste, minimaliste et contingent ; c'est un élément de faiblesse dans la mesure où l'extrémisme infantile et le velléitarisme de la fausse gauche ne peuvent manquer d'influer sur les organismes ouvriers qui naissent pour organiser la résistance économique et l'autodéfense de classe : ils les soumettent à la pression débilante et lourde de confusion d'un doctrinarisme aussi inconsistant que fort en gueule et, pire, à celle d'une vocation antiorganisative, anti-centraliste, immédiate particulièrement opiniâtre.

Le capitalisme ne cesse de créer pour les prolétaires du monde entier des conditions qui les poussent à lutter et à essayer de construire à grand-peine des organismes « hétérodoxes » libres du joug idéologique et organisationnel du bavardage opportuniste. Il faut se battre pour mettre en valeur les saines poussées politiques qui s'y font jour. Il faut se battre en même temps pour que ces poussées fertiles et généreuses ne se transforment pas en facteurs de désorganisation, de discrimination et de désunion dans les rangs des salariés, et pour que ces organismes ne deviennent pas d'informes « parlements ouvriers », des écoles de rhétorique faussement révolutionnaire. Ces problèmes sont les plus difficiles mais aussi les plus vitaux que le parti de la révolution communiste sera appelé à résoudre ; ce sont les préalables sine qua non à la conquête des masses pour la bataille révolutionnaire décisive.

Ainsi, c'est cette partie du monde qui s'éveille à peine aux « bienfaits » du capitalisme qui nous fait parvenir les sollicitations et les enseignements susceptibles d'illuminer notre chemin de fulgurantes confirmations. Ces confirmations que les faits nous apportent dans leur langage brutal, sont celles de la vérité et de l'actualité du marxisme.

Sur le Parti des Travailleurs Albanais (1)

La prétendue « lutte de principe contre le révisionnisme moderne »

Les Balkans ont toujours été une zone de contact entre grands empires : d'abord, pour nous en tenir à une époque récente, entre l'Autriche-Hongrie, la Russie tsariste et l'empire ottoman (contrôle des Détroits), puis entre la Russie capitaliste et les impérialismes anglais ou américains. Ils sont la région classique des irrédentismes d'Etats minuscules à fortes proportions d'allogènes, et donc des fortes tensions nationales.

Du congrès de Berlin sur la « question d'Orient » (1878) aux guerres balkaniques (1912-1913), ont vu se manifester quelques tendances permanentes de l'histoire albanaise : tendance au démembrement de la part de voisins avides (Serbie), fort mouvement national à racines paysannes guidé par l'intelligentsia urbaine, mise à profit des heurts d'empires pour conquérir une indépendance que les seules forces du pays n'auraient pas suffi à obtenir. A l'issue de la première guerre mondiale, les problèmes d'irrédentisme ne sont pas réglés, entretenant jusqu'à nos jours les pommes de discorde de la Macédoine (entre la Yougoslavie et la Bulgarie) et de la forte minorité albanaise du Kosmet (rattaché après la deuxième guerre mondiale à la Yougoslavie), qui représente 40 % de la population albanaise totale.

De la proclamation de l'Etat indépendant (1912) à la deuxième guerre impérialiste, l'Albanie est en butte à l'appétit de ses voisins, qui arrivent toujours à débaucher quelques « traîtres à la nation » chez les beys ou chefs de tribu locaux. La faiblesse étatique, renforcée à l'époque par le morcellement féodal, et l'absence presque totale de classes urbaines donnent effectivement quelque substance à l'identification de l'historiographie officielle entre « ennemi de classe » et « agent de l'ennemi ». Les ennemis en question sont la Serbie, pilier de la future Yougoslavie, la Grèce, qui revendique une partie de l'Albanie (Epire du nord), l'Italie, obligée de déguerpir en 1920 et qui envahit à nouveau l'Albanie en avril 39 après avoir transformé le pays en colonie financière, l'Allemagne enfin en 1943. D'où un solide « sentiment national » à fond paysan (plusieurs insurrections de 1912 à 1941), qui trouvera son point d'ancrage dans un stalinisme tout aussi national.

Les premiers groupes « communistes » albains naissent dans les années 1925-30, en pleine hystérie antitrotskyste. Mais leur unification et la création du PCA (rebaptisé plus tard PTA) en novembre 1941 se font en réponse directe à l'occupation italienne et alors que des groupes armés de paysans s'étaient déjà formés, donc dans la perspective d'organiser la « résistance » nationale à la faveur de la guerre impérialiste.

Le programme originare du PCA est d'empreinte clairement nationaliste. Son objectif stratégique est ainsi formulé : « combattre pour l'indépendance nationale du peuple albain et pour un gouvernement populaire démocratique dans une Albanie libérée du fascisme » (cité dans *L'Albanie phare du socialisme en Europe*, Editions CEDAS, p. 24). Le moyen ? A l'instar des autres partis stalinien engagés dans la guerre « antifasciste », l'union de toutes les forces « patriotiques », tant populaires que bourgeoises, tant républicaines que monarchistes. La « contradiction entre le peuple et les occupants » est élevée au rang de « contradiction fondamentale », reléguant dans l'ombre la lutte de classe. Au point que même le mot d'ordre bourgeois de « république populaire » est mis sous le boisseau parce que « un tel mot d'ordre, à l'étape de la lutte de libération nationale, aurait été en opposition à la tâche clé de l'union de tout le peuple dans la lutte contre l'occupant » (*Albanie aujourd'hui*, n° 1 de 1973, p. 23). Voilà ce qui montre le radicalisme de la « lutte de libération » dirigée par le PTA !

* *

L'histoire de l'Albanie moderne est, en même temps, celle de ses rapports avec la Yougoslavie. Dans les années 40, le PCA est à la fois le centre d'une lutte nationale et une annexe du PCY, dont les émissaires assistent à toutes les réunions de la direction albanaise. Le chauvinisme serbe, régénéré par la guerre, se fait alors fortement sentir. Le programme du PC yougoslave, de 1928 à 1940, prévoyait la restitution du Kosmet à l'Albanie. Pendant la guerre, cette perspective

Avec la crise des « socialismes » russe, cubain, chinois, vietnamien, etc., Tirana apparaît aujourd'hui comme le seul phare restant à peu près debout pour éclairer la route du mouvement « marxiste-léniniste » à la dérive. Il est d'autant plus nécessaire de démystifier la soi-disant « lutte de principe » du PTA contre le « révisionnisme moderne », que le prestige qu'il en tire sert à redorer le blason du stalinisme en crise et à retarder la rupture nécessaire du prolétariat d'avec le nationalisme paré de prétextes socialistes, notamment dans les pays du tiers-monde où la politique extérieure de la Chine réclamait depuis des années une alternative plus « crédible ».

En fait, la constante qui parcourt toute l'histoire du PTA et fait le fond de son idéologie, c'est un nationalisme typique de petite nation impuissante, coincée entre des voisins voraces, et qui cherche à s'en protéger auprès de grandes puissances qui seront tour à tour, selon leur politique, des « amis » puis des « ennemis », chaque rupture provoquant force récriminations et excommunications « idéologiques ».

est révisée dans le sens d'une fédération où l'Albanie deviendrait la septième république de la Yougoslavie. D'ailleurs Staline dira à Djilas, bras droit de Tito : « Nous ne nous intéressons pas à l'Albanie. Nous sommes d'accord pour que la Yougoslavie avale l'Albanie » (*Conversation avec Staline*, collection Idées, p. 83).

Et de fait, dans la période de l'après-guerre, « la Yougoslavie, comme l'Italie fasciste auparavant, fournissait des crédits couvrant la moitié du revenu de l'Etat. Plus de 1.500 étudiants albanais faisaient leurs études dans les universités et les lycées de Yougoslavie. La langue serbo-croate devient une matière obligatoire dans les écoles albanaises, et pas moins de vingt-sept traités bilatéraux établissent des systèmes de prix et de monnaie communs, une union douanière et la création de compagnies mixtes yougoslavo-albanaises. Même le parti albain resta une branche issue du parti yougoslave, qui le représentait au Kominform » (P. Lendvai, *L'Europe des Balkans après Staline*, 1972, p. 209 sq.).

En avril 1947, la Yougoslavie propose même un plan quinquennal commun à l'Albanie. Fin 48, elle propose un traité d'alliance avec la Bulgarie sans que l'URSS soit consultée. Cette tendance à tisser des liens horizontaux entre Etats de la région ne pouvait qu'inquiéter Moscou. Dans le PCA, une fraction conduite par le ministre de l'Intérieur, K. Koxhe, était favorable à une fusion accélérée et à une intégration militaire avec la Yougoslavie, auxquelles s'opposait la fraction d'Enver Hoxha, déjà liée à Moscou. C'est dire que la fameuse résolution du Kominform sur le PCY « aux mains des assassins et des espions » (juin 1948) vint à point pour sauver et cette fraction et l'Etat albain lui-même. Telle est l'origine de l'attachement « indéfectible » de Tirana à la Russie de Staline.

Ainsi, dans la grande tradition des chancelleries du XIX^e siècle, la Russie utilise-t-elle l'irrédentisme territorial des Albanais (Kosmet) et des Bulgares (Macédoine), afin de le retourner contre le régime de Tito. Dès lors la grande préoccupation de l'Etat albain sera d'éviter une alliance entre son voisin yougoslave et la grande puissance sous l'influence de laquelle il se trouve lui-même (la Russie, puis la Chine).

L'Albanie est alors projetée dans l'alliance forcée et directe avec l'URSS. Avec le tournant décidé de la Yougoslavie en direction de l'Occident, elle devient pour Moscou un contre-poids et un pare-feu intéressant dans la région, et participe aux réunions qui aboutiront au pacte de Varsovie. Mais la conclusion du pacte, en mai 1955, coïncide avec le voyage de Mikoyan et Krouchtchev à Belgrade. C'est l'amorce d'un rapprochement de la Russie avec la Yougoslavie et le début de la « détente ». Vue de Tirana, celle-ci ne peut annoncer que le feu vert donné à la puissance régionale yougoslave. Et effectivement, la Russie fait pression sur l'Albanie pour que celle-ci modère ses attaques contre le « titisme » et le « socialisme spécifique », faites dans l'esprit de la résolution de 1958. Au XX^e congrès viendra, ensuite, justifier les craintes des Albanais.

* *

Au début des années 60, l'Albanie peut craindre à juste titre de faire les frais de la détente dans les Balkans. L'annonce par Moscou du retrait des spécialistes, au printemps 1961, coïncide avec un échange de visites avec Belgrade. La Russie prend l'initiative de la rupture : refus de livrer du blé supplémentaire à la suite de la destruction de la récolte de 1960, suppression des crédits, réduction du courant commercial, suppression des bourses allouées aux étudiants. C'est alors que l'Albanie se tourne vers la Chine, avec laquelle des contacts existaient depuis 1956.

Juste avant la rupture avec l'URSS, en novembre 1960, a lieu à Moscou une conférence internationale des PC, où le PTA expose ses récriminations contre la direction du PCUS. L'intervention d'Enver Hoxha (cf. *Le PTA en lutte contre le révisionnisme moderne*, p. II et sq.) est présentée par le courant pro-albanais comme un monument de la lutte « antirévionniste ». En fait, elle est très modérée quant au contenu des critiques « idéologiques » à l'égard du PCUS, mais très

violente par contre sur les questions touchant aux intérêts nationaux de l'Etat albain. Ainsi, elle fait toujours état de « l'unité du camp socialiste avec l'Union Soviétique à sa tête » ; le passage pacifique au socialisme est admis comme possible, même si, ajoutent-on, il faut se préparer en même temps à la violence révolutionnaire. En revanche le discours mentionne avec horreur une carte bulgare qui « englobe l'Albanie à l'intérieur des frontières de la Yougoslavie » (p. 94), et surtout il expose la conception albanaise de la solidarité du « camp socialiste » : « Certes, l'Inde a besoin de fer et d'acier, mais l'Albanie en a besoin plus qu'elle et avant elle. L'Egypte a besoin d'une industrie énergétique et d'ouvrage d'irrigation, mais l'Albanie en a besoin plus qu'elle et avant elle » (p. 29).

De 1961 à 1977, l'Albanie est alliée à la Chine et lui sert dans les premières années d'auxiliaire et de « haut-parleur » (comme l'ont dit les Russes) dans la propagande visant à saper les positions russes dans le « MCI » (Mouvement Communiste International), prenant ainsi un air de gauche précisément du fait des attermoissements, lenteurs et tractations secrètes qui ont accompagné la rupture sino-soviétique. Mais cette prétendue « lutte de principe » dont les pro-albanais font tant de cas, sort de la matrice stalinienne commune, et ne fait que critiquer les conséquences extrêmes de principes dont elles découlent nécessairement. Aussi les positions albanaises des années 60 ne se distinguent-elles de celles des Chinois que par une « dialectique » encore plus conciliante si possible.

Ainsi le PTA se prononce-t-il pour la « vraie » coexistence pacifique « léniniste » contre celle de Krouchtchev : « Selon les révisionnistes, la politique de coexistence pacifique ne se borne pas aux relations entre les pays à systèmes sociaux différents mais s'étend également aux relations entre les classes à l'intérieur des pays capitalistes, ainsi qu'aux relations entre les peuples opprimés et les exploités colonialistes » (*Les communistes albanais contre le révisionnisme*, collection 10/18, p. 353). Libre donc à l'Etat « socialiste » d'entretenir les meilleurs rapports avec telle ou telle fraction de l'impérialisme, mais en sauvegardant la feuille de vigne du « soutien » à la lutte de classe (?) en son sein et à celle des peuples colonisés. On fait la même chose que les « révisionnistes », mais en prononçant de vibrants réquisitoires à l'ONU.

En ce qui concerne le passage pacifique au socialisme, le PTA n'est pas plus tranchant : les partis ML « se préparent parallèlement et simultanément, tant pour la voie pacifique que pour la conquête du pouvoir par la révolution armée [...], pour qu'ils ne

soient pas pris à l'improviste au cas où [...] la bourgeoisie ferait usage de la violence contre la classe ouvrière ayant déclenché la révolution » (p. 355).

Il en va de même pour la démocratie : elle est un principe indéfectible du « socialisme » albain et de ses disciples : « Nous sommes bien conscients qu'on ne peut s'appeler communiste si on n'est pas en même temps un vrai démocrate ». Le PC italien est cependant critiqué parce qu'il présente la voie démocratique comme la « seule » possible (*Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme*, Tirana, 1964, tome II, p. 188).

Le frontisme avec la social-démocratie n'est pas refusé, au contraire ; mais il faut combattre l'illusion selon laquelle la classe ouvrière peut « passer au socialisme même sous la direction d'autres partis non ML » (pp. 219-220). Et en tout état de cause, en cas d'alliance avec les « socialistes », il importe que les PC maintiennent leur « indépendance politique » au sein du front (indépendance du type de celle, tant vantée, de la Résistance ?...).

A la même époque, le PTA se penche sur les causes de la dégénérescence du PCUS après Staline. Elles sont trouvées dans la bureaucratiation et la perversion morale progressive de ses cadres, situation sur laquelle prit appui la « clique » de Krouchtchev pour liquider le parti et « restaurer le capitalisme » : « Il s'est créé chez les cadres du parti et de l'Etat socialistes un certain sentiment de complaisance et de légitime fierté. Puis, sans qu'on s'en rende compte, ces insuffisances latentes au début s'aggravèrent et dégénèrent en tendances erronées entraînant l'abandon de la morale prolétarienne » (Enver Hoxha, article de mars 1968, dans *Le PTA en lutte contre le révisionnisme moderne*, p. 439). Alors, quand Staline ne fut plus là pour guider malgré tout le parti et l'Etat dans la juste voie, vint le traître...

On est en pleine politique-fiction et en plein idéalisme : tout est question non de lutte de classe, non de rapports économiques et sociaux, non de politique du parti, mais de morale, de volonté et d'idéologie. Le « socialisme », doit-on penser, repose sur la bonne foi, le dévouement, le désintéressement, etc., des « hommes nouveaux » de la propagande officielle, et au passage on a défini le capitalisme « restauré » comme étant la conséquence de la rapacité et de l'ambition propres à certains individus dévoyés, dont la « seule préoccupation est de consolider leur propre situation économique et leur domination politique » (p. 272).

Telle est la seule et unique explication que le PTA a su donner de la « contre-révolution krouchtchevienne ». Explication commune d'ailleurs au maoïsme, et qui se retrouve dans la critique que font tous ses épigones et disciples des prétendues « restaurations » qui se seraient succédées dans les différentes « patries du socialisme ». Explication qui, soit dit en passant, reviendrait, si elle était vraie, à prouver la supériorité du mode de production capitaliste sur le socialisme, celui-ci pouvant être réabsorbé le plus simplement du monde par la simple intervention d'une « clique » malfaisante. Explication qui montre qu'aucun des courants issus de la matrice stalinienne n'est capable d'avoir une notion scientifique et marxiste de notre but final.

(A suivre.)

Derrière les « manifestations berbères »

(suite de la page 1)

D'ailleurs, la meilleure preuve que les manifestations et les émeutes qui viennent d'avoir lieu en Kabylie sont bien autre chose qu'une simple « agitation » d'étudiants « manipulés » par on ne sait quel « bureau international » situé à Paris, c'est le caractère spontané et l'ampleur prise par la grève générale du 16 avril.

En effet, ce jour-là, ouvriers et paysans se sont mis aux côtés des étudiants et lycéens pour exiger la « libération des détenus » et appeler à risquer contre la répression tant culturelle que politique : « liberté d'expression et d'information », etc.

Mais là où l'on voit plus ouvertement l'entrée en scène de la classe ouvrière, c'est quand le centre universitaire de Tizi-Ouzou a été évacué le 20 avril à l'aube par les forces de police. Notons que parallèlement à cela, la police a investi l'hôpital de Tizi-Ouzou dont le personnel était en grève de solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise. Tous les travailleurs ont été mis dehors... Beaucoup ont été arrêtés et transférés dans les locaux de la police à Alger. Les autorités ont dépêché sur place un personnel militaire.

Les ouvriers de la SONELEC, qui étaient environ un millier, ont eu des accrochages avec les forces de l'ordre. A cette occasion, la bourgeoisie a dû recourir à ses « brigades

anti-émeutes » équipées de manière ultra-moderne. Les affrontements entre les ouvriers de la SONELEC et les forces de l'ordre ont fait plusieurs blessés dont certains graves. Les rumeurs qui circulent font état également d'une trentaine de morts. A cette occasion, les travailleurs ont saccagé plusieurs lieux publics, incendié la villa de l'ancien wali. Même un journal aussi complaisant avec l'Etat algérien que *Le Monde* pouvait écrire le 25-4-80 : « Les ouvriers de la SONELEC continuent à occuper leur usine dévastée après la farouche résistance qu'ils ont opposée dimanche matin face aux forces de l'ordre qui voulaient les déloger. Les travailleurs auraient menacé de faire sauter la centrale électrique du complexe en cas de nouvelle attaque ». Par ailleurs, les 4.000 ouvriers de la SONITEX de Draâ Ben Khedda qui ont fait plusieurs grèves ces derniers mois, dont la plus importante a été celle où ils ont arraché au ministère une augmentation de salaire de 450 DA, ont également participé à la grève de solidarité contre la répression bourgeoise.

Ce sont là quelques faits qui montrent que derrière l'agitation autour des discriminations culturelles qui demeurent bien réelles, c'est la classe ouvrière qui entre en scène, à l'heure où la situation sociale en Algérie empire parallèlement au retour des émigrés qui assuraient jusque-là la survie des familles restées au bled.

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 4

Lille : 51 F Lyon : 77 F ; Grenoble : 310 F ; Lausanne : 5.418 F ; Angers : 724,50 F ; Rouen : 2.033 F ; Toulon : 32 F ; Souscription internationale : 4.230 F ; Anita et Wanda : 50 F ; un abonné : 356 F ; un lecteur : 120 F ; pour la Presse du Parti : 20 F.

TOTAL 13.421,50 F
TOTAL PRECEDENT 22.156,00 F
TOTAL GENERAL 35.577,50 F

La lutte des classes vue du côté des bonzes

Nous avons analysé dans un précédent article (voir Le Prolétaire n° 311) les caractéristiques du « regard neuf du patronat sur la lutte des classes ». Il nous faut maintenant voir la réaction de l'opportunisme syndical à cette « évolution » patro-

nale, et nous utiliserons en particulier pour cela une enquête parue dans Le Monde en mars 80, consacrée au « syndicalisme en crise ».

Dans une période de crise économique généralisée, la bourgeoisie ne peut plus comme dans les périodes fastes, acheter la paix sociale en distribuant régulièrement des miettes à une pléthore de catégories ouvrières plus ou moins « aristocratiques ». Plus question donc, de négocier au sommet avec les confédérations syndicales des accords cadres, des conventions collectives, des « contacts de progrès » qui alignent sur les mêmes niveaux de salaires, sur les mêmes conditions d'embauche, sur la même durée du temps de travail, l'ensemble des ouvriers d'une même branche, d'une même région, d'un même trust et d'une même catégorie. La situation du prolétaire dépend toujours plus directement de l'état de santé de son entreprise, et c'est au niveau le plus local, particulier, catégoriel, individuel possible, cas par cas, salarié par salarié, que la bourgeoisie entend désormais « négocier » les miettes.

Problème donc pour les bonzeries syndicales qui voient se multiplier les emplois d'intérimaires, les embauches à contrats déterminés non renouvelables ou sans contrat du tout, et qui n'ont pour le reste à « négocier » au plus haut niveau que le contenu vide des communiqués résultant de négociations tout aussi vides. Et de constater la baisse des effectifs syndicaux, « l'impossibilité » de syndiquer les nouvelles couches de prolétaires (jeunes, intérimaires, immigrés, etc.). Et de pleurer cyniquement sur le recroquevillement individualiste des travailleurs ayant encore un emploi permanent, sur leur « intégration » au système.

Mais qui, pendant des dizaines d'années, depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste, a seriné aux prolétaires que le sort de l'ouvrier est irrémédiablement lié à la bonne marche de l'entreprise, que la bonne santé de l'économie capitaliste, c'est la voie royale de la réalisation des aspirations prolétaires à une vie meilleure, stable, débarrassée de l'insécurité et du besoin ? Quoi d'étonnant si aujourd'hui, en période de crise et de chômage, ceux qui ont ces « emplois permanents » s'accrochent désespérément à leurs rêves d'hier et prient le patron que ça dure toujours ?

Qui encore, sinon ces mêmes bureaucrates des centrales opportunistes, ont glorifié l'immonde politique aristocratique et corporatiste qui voulait qu'on protège en priorité les travailleurs bénéficiant d'un statut privilégié, et laissant la masse des prolétaires « sans statut » crever dans le besoin et la sur-exploitation, comme précisément les intérimaires et les immigrés ? (souvenons-nous des sinistres « Non à l'embauche des auxiliaires et intérimaires » ou encore des « Produisons français » et autres « Oui au contrôle de l'immigration »).

Alors, quelle est la stratégie de nos té-

nors syndicaux déçus par le peu d'empressement patronal à ouvrir de « véritables négociations au niveau central » ?

Sans parler des syndicats directement patronaux (FO, CFTC) qui collaborent ouvertement à ces nouvelles données des rapports entre « partenaires-sociaux », intéressons-nous aux réactions des faux durs de la CGT et de la CFDT. Cette dernière, surtout après le Congrès de Brest, apparaît comme la cheville ouvrière du ralliement (pardon, du recentrage !) des bureaucraties réformistes sur les formes du « nouveau dialogue ».

Pour Maire, la crise est là, avec ses impératifs de restructuration économique, son rétrécissement des espaces contractuels. Pour la bonzerie CFDT, pas d'autre issue à la crise que d'accepter les douloureuses mais nécessaires « solutions industrielles », avec leur cortège de licenciements et de sur-exploitation, pour tenter de sauver « l'outil de production », comme on l'a fait en signant les accords scélérats anti-ouvriers dans la sidérurgie lorraine.

Nouvelle époque, nouveaux slogans : vive donc pour la CFDT « l'action aux ras des paquerettes » et les « comités d'ateliers ». Comités d'atelier que le patronat, on l'a vu, a préparé de longue main. Puisque le syndicat ne trouve plus d'interlocuteur au niveau central, où il y a de moins en moins de miettes éteignoirs à la lutte de classe à négocier, négocions partout, au ras du gazon ! Dans les ateliers bien sûr, puisque déjà les contremaîtres y sont investis du pouvoir de fixer les salaires et gratifications des ouvriers de leurs équipes, en fonction du rendement, de la discipline de chacun, etc. Le résultat, encore plus de négociation, une véritable prolifération d'amortisseurs sociaux et de parolottes, ayant pour résultat unique d'individualiser encore plus l'ouvrier, de le couper de ses camarades, d'empêcher toute solidarité active entre prolétaires, tout dépasement de l'horizon des intérêts du petit groupe ou de l'individu ! Le résultat enfin, c'est une intégration encore plus parfaite du syndicat à l'appareil de gestion et d'administration des entreprises, puisque le conseil d'atelier sera la forme enfin trouvée de la négociation, du *contrat permanent* entre les molécules de l'entreprise et celles du syndicat.

Quant à la CGT, qui joue les vierges effarouchées par le « recentrage » cédétiste, sa position de fond n'est guère opposée. Le fin du fin de « l'action » revendicative reste pour elle la négociation sur toute la ligne. Cependant les traditions internes de l'appareil cégétiste font sûrement qu'il existe encore certains réflexes qui poussent à la globalisation, non de la lutte de classe bien sûr, mais de la négociation. Il fait peser centralement

le poids des énergies ouvrières qu'il est capable de mobiliser en faveur de telle ou telle solution économico-industrielle correspondant aux projets de réforme capitaliste dont il est porteur dans telle ou telle négociation (nationalisation ici, rapatriement des travaux effectués à l'étranger là, produire français ailleurs, ...). Mais en fonction de ces projets industriels comme à Ducellier, ou en fonction des risques de déflagration sociale, comme pour les intérimaires ou les immigrés, la CGT elle aussi sait mettre de l'eau dans son vin et prôner le réalisme des négociations au cas par cas. Et déjà dans de très nombreuses entreprises, comme l'automobile (Ford, Renault) CGT et CFDT travaillent depuis longtemps à adapter leurs structures internes aux mille canaux atomisés que leur offre la bourgeoisie pour « dialoguer », au point qu'on crée une sous-section syndicale par atelier.

Pour conclure, nous dirons cependant que tout cet arsenal anti-prolétarien, s'il peut désorganiser et paralyser encore longtemps de larges masses prolétaires, ne pourra empêcher qu'éclate ici et là la tension entre les classes. De la crise impérialiste naissent aussi de « nouvelles données » pour le prolétariat : partout surgissent des masses énormes d'exploités sans statuts, ni garanties, ni droits, des prolétaires « qui n'ont à perdre que leurs chaînes ».

Et ceux-là, la bourgeoisie et ses laquais anti-ouvriers qui collaborent au « dialogue » auront bien du mal à les éblouir longtemps avec les miroirs aux alouettes de l'amour de l'entreprise et de la déception par le travail !

Dans l'article du « Monde », une « éminence grise » du CNPF tremble pour ses semblables : « on aurait tort de se réjouir trop vite. A ne lire qu'en surface, c'est vrai, il y a dépolitisation. Les syndicats perdent des plumes, les militants ont la déprime, le gauchisme est moribond... Mais l'expression collective naturelle à toute communauté d'hommes ? Et si demain, elle en venait carrément à contester le travail lui-même, péché mortel ? ».

Jouez au jeu de go, messieurs les bourgeois. Malgré les armées de permanents experts, bureaucrates et bonzes dont vous usez aujourd'hui contre les exploités, vous n'avez pas su empêcher que les sidérurgistes de Longwy s'attaquent aux commissariats, que les mineurs américains paralysent vos usines, que les chômeurs revendiquent la semaine de 30 heures, que les sidérurgistes anglais éteignent les hauts fourneaux. Vous qui tendez déjà toutes vos forces pour éteindre quelques étincelles, vous n'empêchez pas demain que l'incendie enflamme les millions de prolétaires révoltés contre votre ordre de misère et de faim sur toute la planète.

Les grèves de l'enseignement

Comme le soulignait récemment un rapport de l'OCDE sur « les conflits du travail en 79 », les catégories les plus stables depuis des décennies, les fonctionnaires et employés d'Etat, manifestent presque partout en Europe, une tendance à l'agitation. C'est que, comme le reconnaît l'OCDE, leurs très relatifs privilèges ont fondu avec la crise et la tendance des Etats à rogner sur les dépenses (le voilà bien, le fameux « Etat à bon marché » réclamé par l'opportunisme en Italie !). Ainsi, les salaires de ces catégories sont restés parmi les plus bas, à qualification égale, et, à force d'engager auxiliaires et hors-statuts, les fameuses « garanties » de la fonction publique par lesquelles la bourgeoisie voulait acheter la paix sociale dans ce secteur tendent à concerner une proportion de plus en plus restreinte du personnel. Même les titulaires de l'enseignement, par exemple, quand ils arrivent sur le marché du travail, connaissent le sort réservé naguère aux auxiliaires : mobilité obligatoire de l'emploi, partage entre plusieurs lieux de travail, obligation d'enseigner l'histoire ou la gymnastique quand ils ont pâli cinq ou six ans sur le latin...

Les coupes sombres de postes prévus pour la prochaine rentrée à Paris, et le « redéploiement » amené partout des concentrations analogues ont mis le feu aux poudres : les suppressions concernaient d'abord les classes, mais on a senti que l'emploi et les conditions de travail seraient atteints pour tous ou presque tous. Pendant que le Syndicat National des Instituteurs continuait à se féliciter de ses récents marchandages sur la formation des instituteurs, et d'accords qui laissaient d'ailleurs dans la vague la question des salaires, spontanément, dans plusieurs arrondissements de Paris et en province la base déclenchait fin février une vraie grève, une grève comme on n'en avait pas vu depuis longtemps dans ce secteur : reconductible, sans service minimum, avec assemblées de grévistes et quelquefois piquets. Ils récla-

maient non seulement l'annulation des suppressions de postes, mais aussi la limitation réelle à 25 élèves par classe, et la titularisation des hors-statut.

Dans un premier temps, le SNI feignait d'ignorer le mouvement, tandis que le SGEN, minoritaire, jouait son double jeu coutumier : participation ou « soutien » local, prudente expectative au niveau national. Puis, étonné et inquiet de la persistance de la grève, le SNI commença à tisser son réseau de journées d'action-éteignoir : une première série de journées de grève, à la mi-mars, séparant soigneusement l'enseignement primaire et secondaire ne réussit pas à enliser le mouvement. C'est pourquoi, et en désespoir de cause, on peut le croire, l'ensemble de la Fédération de l'Education Nationale se décida à lancer pour les 24 et 25 avril un mot d'ordre de « grève générale de l'enseignement » (laissant tout de même à part les personnels administratifs et techniques, qui auront « leur » jour le 29...). Grève dont A. Henry donnait le ton le 21-4 dans une interview au *Matin*, rappelant que la FEN avait depuis son origine la *négociation* comme but et philosophie suprêmes, dénonçant « ceux qui s'engagent par principe dans la voie de l'agitation ou de l'aventure des grèves à répétition », les accusant de « manquer de confiance dans le syndicalisme » (c'est-à-dire dans la magie du tapis vert), réduisant toutes les revendications précises des salariés à une « revendication unique, améliorer la qualité du service public d'éducation et de formation ». Par ailleurs, la FEN suspendait ses directives habituelles de non-réponse aux questionnaires de grève, déclarant ainsi la guerre aux « aventuristes ».

Il est évident que pour cette catégorie dispersée en petites unités, la question de l'organisation se pose immédiatement de façon aiguë aux salariés, s'ils veulent soulever la chape de plomb de l'encadrement réformiste. Les grévistes ont ébauché à Paris et dans

quelques départements, des coordinations d'ampleur variable, mais qui sont souvent restées des carcasses vides, sans capacités organisatives — alors que les AG avaient une vie certaine. Sans parler des difficultés générales de ces premiers pas vers l'organisation, cela est dû en partie aux tenaces préjugés individualistes, et à l'anarchisme mou qui sévissent dans la catégorie, et que le SGEN par exemple encourage. Mais aussi à l'orientation donnée à ces coordinations par les forces qui y dominaient surtout dans la région parisienne : la LCR (à travers l'Ecole Emancipée) et l'OCI. D'où des rivalités boutiquières : l'OCI s'est fait une spécialité de lancer parallèlement aux regroupements qui se dessinent des comités fantômes ne comptant que ses seuls militants. Mais surtout, l'alliance caractéristique du centrisme entre le démocratisme désorganisateur — il faut que les collectifs restent d'informes parlements, des têtes sans bras —, et le suivisme foncier à l'égard des grandes organisations réformistes. « Appelez vos dirigeants », tel était le refrain des tracts et interventions en AG, alors que la question urgente était de renforcer et d'organiser la grève elle-même : comme la suite l'a prouvé, quand la grève fait du bruit, les dirigeants tendent l'oreille sans qu'on les appelle... Ainsi, toute la conduite du mouvement a été subordonnée par les trotskystes au calendrier des journées d'action officielles.

Nul doute que les sous-bonzes centristes monnaieront pour leur part le mouvement contre quelques sièges de plus dans l'appareil syndical qu'ils présenteront comme une grande conquête — mais qui grignote qui ? Pour les salariés de l'éducation nationale qui essaient de poursuivre le mouvement, le problème reste entier : il faut donner au mouvement l'organisation et la continuité qui lui permettront de répondre aux nouvelles attaques et de résister à la récupération en conservant les liens acquis, et les objectifs propres qu'on essaie de diluer dans l'« intérêt de l'école ».

Vient de paraître

programme communiste

n° 82

- L'ère des guerres et des révolutions
- Le rôle de la nation dans l'histoire
- L'Afrique proie des impérialismes :
- 4. La mainmise sur les matières premières (suite et fin)
- L'Ulster, dernière colonie anglaise

Lisez :
el oumami
*
el comunista

A NOS LECTEURS

Nous attirons l'attention de nos lecteurs et abonnés sur le fait que tous les règlements doivent désormais être libellés au nom de :

- Saro pour les chèques bancaires.
- Le Prolétaire pour les chèques postaux.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 12 mai, 9 juin, etc., de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit les 3 et 17 mai, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 4 et 18 mai, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 11 et 25 mai, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 4 et 18 mai, etc.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 11 mai, le 8 juin, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 11 et 25 mai, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 4 mai, 1^{er} juin, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 24 mai et 22 juin, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 18 mai, 15 juin, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 4 et 18 mai, etc.

• A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 18 mai, 15 juin, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926